

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 28/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/08/2022

Contexte et constats

Publié sur



AIR LIQUIDE France Industrie

Av. Célestin Coq
Z.I. Rousset-Peynier
13102 ROUSSET

Références : D-1512-MRS-2022
Code AIOT : 0006400027

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/08/2022 dans l'établissement AIR LIQUIDE France Industrie implanté Av. Célestin Coq Z.I. Rousset-Peynier 13102 ROUSSET. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été programmée dans le cadre de l'action nationale 100 m. Le site est situé à côté de CMC Materials, site SEVESO seuil bas.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIR LIQUIDE France Industrie
- Av. Célestin Coq Z.I. Rousset-Peynier 13102 ROUSSET
- Code AIOT : 0006400027
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le site Stockpoint d'Air Liquide - Rousset est constitué par une installation de stockage de gaz en récipient unitaire.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- AN 100m

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
16	4 - Moyens de détection et de lutte contre l'incendie – Réserve de sécurité	Arrêté Préfectoral du 28/10/1998, article 3.5.8.2	/	Sans objet
17	4 - Moyens de détection et de lutte contre l'incendie – POI	Arrêté Préfectoral du 28/10/1998, article 3.5.8.5	/	Sans objet
21	4 - Moyens de détection et de lutte contre l'incendie – Réserve de sécurité	Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suite VDS 15/07/2020 - détecteurs de gaz toxiques	Autre du 12/10/2020, article point 4	/	Sans objet
3	1 - Référentiel réglementaire connu	Action nationale 100 m SEVESO	/	Sans objet
4	1 - Référentiel réglementaire connu	Action nationale 100 m SEVESO	/	Sans objet
5	1 - Référentiel réglementaire connu	Action nationale 100 m SEVESO	/	Sans objet
6	2 - Distances d'éloignement	Action nationale 100 m SEVESO	/	Sans objet
7	3 - Respect des conditions de stockage de produits ou déchets	Action nationale 100 m SEVESO	/	Sans objet
8	3 - Respect des conditions de stockage de produits ou déchets – ZONAGE	Arrêté Préfectoral du 28/10/1998, article 3.5.3.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	3 - Respect des conditions de stockage de produits ou déchets – LOCAUX	Arrêté Préfectoral du 28/10/1998, article 3.5.2.2	/	Sans objet
11	3 - Respect des conditions de stockage de produits ou déchets – CONTENANTS	Arrêté Préfectoral du 28/10/1998, article 3.5.1.1	/	Sans objet
12	3 - Respect des conditions de stockage de produits ou déchets – PLANS	Arrêté Préfectoral du 28/10/1998, article 3.5.3.3	/	Sans objet
13	3 - Conditions de stockage – effets dominos	Action nationale 100 m SEVESO	/	Sans objet
14	4 - Moyens de détection et de lutte contre l'incendie – DETECTION ET ALARME	Arrêté Préfectoral du 28/10/1998, article 3.5.1.1 et 3.5.8.1	/	Sans objet
18	POI commun	Action nationale 100 m SEVESO	/	Sans objet
19	Cas particuliers - POI commun avec le Seveso	Action nationale 100 m SEVESO	/	Sans objet
20	Cas particuliers - Site soumis à Autorisation	Action nationale 100 m SEVESO	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement est conforme à la réglementation applicable concernant la distance d'implantation des installations par rapport à la limite de propriété.

Il ne présente pas d'effet domino sur le site SEVESO voisin le jour de l'inspection.

Il n'y a pas de POI commun avec le site SEVESO. Toutefois, le site dispose d'un POI propre mis à jour annuellement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite VDS 15/07/2020 - détecteurs de gaz toxiques

Référence réglementaire : Autre du 12/10/2020, article point 4
Thème(s) : Risques accidentels, détecteurs de gaz dans les locaux de stockage des gaz toxiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En 2020, il avait été constaté que les détecteurs de gaz dans les locaux de stockage des gaz toxiques ne sont pas installés dans le collecteur. Ils sont installés à hauteur d'homme contre un mur du côté des bouteilles vides ayant contenu un gaz toxique.
Constats : L'inspection a constaté le jour de l'inspection objet du présent rapport que les détecteurs de gaz sont installés dans le collecteur. Ce qui est à présent conforme à la prescription de l'article 3.2.3.3 de l'arrêté préfectoral 97-270.150- 1997 A du 28 octobre 1998.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : 1 - Référentiel réglementaire connu

Référence réglementaire : Action nationale 100 m SEVESO
Thème(s) : Autre, Régime ICPE identifié – En amont de l'inspection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Liste des rubriques autorisées, enregistrées ou déclarées et volumes / quantités de matières présentes dans l'installation. Quelles prescriptions s'appliquent ? - AP ... ou récépissé en date du ... - AMPG ...
Constats : L'exploitant bénéficie d'une autorisation d'exploiter : AP du 28/10/1998 et APC du 23/11/2020. Les rubriques présentes sur le site sont listées à l'article 1 de l'APC du 23/11/2020.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : 1 - Référentiel réglementaire connu

Référence réglementaire : Action nationale 100 m SEVESO
Thème(s) : Autre, Régime ICPE identifié – En amont de l’inspection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les A et E : date de la dernière inspection Principales conclusions concernant l’objet de l’action nationale 100 mètres.
Constats : La dernière inspection du site date du 15/07/2017. Les points relatifs à la surveillance et détection incendie, moyen de lutte contre l'incendie et le POI, respectivement articles 3.5.8.1, 3.5.8.4 et 3.5.8.5 de l'arrêté préfectoral du 28 octobre 1998 ont été abordés. Seul le point relatif au déclenchement du réseau d’extinction sur l’ensemble des zones couvertes de stockage de gaz a été constaté non conforme à l'issue de l'inspection de 2020, la prescription étant inadaptée. Un arrêté préfectoral complémentaire en date du 23 novembre 2020 a modifié, sur la base d'un dossier justificatif de l'exploitant, la prescription de l'arrêté préfectoral du 28 octobre 1998 correspondante. Le jour de l'inspection, le site est désormais conforme sur ces points.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : 1 - Référentiel réglementaire connu

Référence réglementaire : Action nationale 100 m SEVESO
Thème(s) : Autre, Régime ICPE identifié – En amont de l’inspection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans le cas d’un site soumis à autorisation et avec étude de dangers (DDAE), a-t-on connaissance d’effets dominos sur le site voisin Seveso ? Les distances d’effets thermiques et surpression sont-elles connues ? Si oui préciser.
Constats : Les différents scenarii présentés dans l'Etude de dangers (EDD) de 2021 analysent les phénomènes dangereux potentiellement à l'origine d'un effet domino sur le site Seveso voisin. De cette analyse, il est indiqué que " <i>les distances d'effet thermiques et d'effet de surpression étant respectivement, au maximum de 11 m et de 9 m, scénario 11 - BLEVE d'une bouteille B50 de gaz inflammable</i> ". L'étude conclut alors en ces termes : <i>"Les seuils des effets létaux significatifs et des effets létaux ne sortent pas des limites de propriété. Seul le seuil des effets de bris de vitre (20mbar) du scénario BLEVE sort des limites de propriété à l'est touchant une faible partie de l'avenue Célestin Coq et à l'ouest sans impacter le parking de STMicronics."</i> L'inspection a constaté que la distance d'éloignement du bâtiment de stockage par rapport à la limite de propriété est respectée.
Observation : L'EDD du 03 mai 2021 est en cours d'instruction et fera l'objet d'un rapport ultérieur distinct.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : 2 - Distances d'éloignement

Référence réglementaire : Action nationale 100 m SEVESO
Thème(s) : Autre, Régime ICPE identifié – En amont de l'inspection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Distances d'éloignement : - prévues dans l'AP - prévues dans l'AMPG E ou A - prévues dans le ou les AMPG D</p> <p>Éventuellement, prescriptions coupe-feu prévues (caractéristiques coupe-feu des bâtiments lorsque des prescriptions sont associées à des distances d'éloignement)</p> <p>Constats : Les caractéristiques coupe feu des locaux ont fait l'objet d'une inspection de récolement du 30/03/2000. Ce point de contrôle était conforme au document présenté dans le DDAE initial. Le plan d'architecte des alvéoles a été présenté à l'inspection qui a constaté sur le site que les murs ainsi que les portes sont intègres.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : 3 - Respect des conditions de stockage de produits ou déchets

Référence réglementaire : Action nationale 100 m SEVESO
Thème(s) : Autre, Régime ICPE identifié – En amont de l'inspection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Identifier les conditions de stockages des produits et déchets : - dans les bâtiments : - à l'extérieur :</p> <p>Constats : L'inspection a constaté que les conditions de stockage des produits (caractéristiques des alvéoles, stockage des produits selon les dangers, mode de stockage en bouteilles, ...) sont conformes au dossier ICPE du site.</p> <p>Des récipients "vides" ayant contenu des produits non toxiques sont également stockés à l'extérieur du bâtiment, à plus de 15 m de la limite de propriété. Ces bouteilles sont stockées dans le respect de la réglementation ADR pour une durée maximale de 15 jours.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : 3 - Respect des conditions de stockage de produits ou déchets – ZONAGE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/1998, article 3.5.3.3
Thème(s) : Autre, Zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : les zones de stockages sont dédiées en fonction des caractéristiques des gaz stockés : inflammables, comburants, toxiques comburants et toxiques inflammables
Constats : L'inspection a constaté que les produits sont stockés en fonction de leurs caractéristiques et que le zonage tient compte de la compatibilité des produits entre eux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : 3 - Respect des conditions de stockage de produits ou déchets – LOCAUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/1998, article 3.5.2.2
Thème(s) : Autre, Caractéristiques des locaux de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> - Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie et à permettre le confinement des fuites de gaz toxiques et leur traitement. - les zones de stockage sont séparées par des murs coupe-feu 2 heures - Pour les stockages des gaz non toxiques inflammables et comburants, les accès sont constitués par des portes grillagées de type anti-panique, la toiture est un auvent. - Pour les stockages des gaz toxiques inflammables et comburants. les accès sont constitués de portes anti-paniques et coupe-feu de durée 2 heures, la toiture est un plancher coupe-feu de durée 2 heures.
Constats : Le site est organisé en zones de stockage définies en fonction des risques de toxicité, inflammabilité et d'explosion. Les caractéristiques des alvéoles sont conformes à l'EDD le jour de l'inspection: <ul style="list-style-type: none"> - Les alvéoles destinées au stockage des gaz toxiques sont constituées de murs en béton coupe-feu durée 2 heures. - Les portes sont également coupe-feu durée 2 heures ainsi que la toiture. - Les gaz non toxiques sont stockés dans des alvéoles dont 2 cotés sont constitués de murs béton et 2 cotés sont grillagés. Chaque alvéole est munie de deux portes anti-paniques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : 3 - Respect des conditions de stockage de produits ou déchets – CONTENANTS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/1998, article 3.5.1.1
Thème(s) : Autre, Caractéristiques des contenants de gaz stockés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les récipients sont en matériaux adaptés au gaz contenu et doivent répondre aux exigences réglementaires en vigueur.
Constats : Les bouteilles disposent du marquage ADR (Accord européen relatif au transport international des marchandises Dangereuses par Route). Aucun remplissage n'est réalisé sur le site. Les bouteilles pleines entrent et sortent du site sans être utilisées. En cas de suspicion de fuite, les bouteilles sont mises en sarcophage mobile avant prise en charge par le transporteur pour retour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : 3 - Respect des conditions de stockage de produits ou déchets – PLANS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/1998, article 3.5.3.3
Thème(s) : Autre, Plan des locaux – Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un état de stock et un plan annexé indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés. Cet état est tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées et du Service d'Incendie et de Secours.
Constats : Le plan des locaux a été présenté à l'inspection. Il est intégré dans le POI du site. L'état de stock est géré via un progiciel permettant de connaître la nature et la quantité de produits présents sur site. Ces données sont accessibles à distance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : 3 - Conditions de stockage – effets dominos

Référence réglementaire : Action nationale 100 m SEVESO
Thème(s) : Autre, Régime ICPE identifié - Pendant l'inspection / Visite terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Y a-t-il présence sur le site des produits et/ou déchets susceptibles de présenter des risques d'incendie ou d'explosion vis-à-vis du SEVESO voisin (entreposage à proximité de la limite de propriété...) ?</p> <p>Si présence de stocks importants susceptibles d'engendrer des effets dominos sur le site Seveso voisin -> circonscrite les stocks :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dimensions - nature des produits - quantités (si possible par type de produits (inflammable, déchets bois, plastiques...)) - contenants -...
<p>Constats : Les produits stockés sur le site sont identifiés comme étant des sources potentielles d'effets dominos. L'exploitant a analysé ces effets dominos par types d'effets en distinguant les effets thermiques, les effets de surpressions, les effets toxiques et les effets missiles.</p> <p>La conclusion de l'EDD de l'exploitant indique que les modélisations montrent qu'aucun scénario n'est susceptible d'impacter une installation voisine pour ce qui concerne les cibles externes.</p>
<p>Observation : L'EDD du 03 mai 2021 est en cours d'instruction et fera l'objet d'un rapport ultérieur distinct.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/1998, article 3.5.1.1 et 3.5.8.1
Thème(s) : Autre, Régime ICPE identifié – En amont de l'inspection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Des systèmes de détection sont installés dans les zones de stockage en fonction des risques à maîtriser</p> <p>Zones incendie : les zones incendie sont établies en tenant compte de la présence de gaz inflammables stockés dans des zones de stockage.</p> <p>Les locaux comportant des zones de risques incendie sont équipés d'un réseau de détection incendie (détecteurs de flamme et de fumée) ou de tout autre moyen de surveillance approprié .</p> <p>Tout déclenchement du réseau de détection incendie entraîne une alarme sonore et lumineuse localement. Le déclenchement du détecteur est reporté au poste de sécurité pour une intervention rapide y compris en dehors des heures ouvrables.</p> <p>Zones de risque d'atmosphère explosive : Les zones de risque explosion comprennent les zones où un risque d'atmosphère explosive peut apparaître.</p> <p>Tous les détecteurs fixes déclenchent une alarme sonore et visuelle locale. Le déclenchement du détecteur est reporté au poste de sécurité pour une intervention rapide y compris en dehors des heures ouvrables.</p> <p>Les installations comprises dans ces zones sont conçues ou situées de façon à limiter les risques d'explosion ou en limiter les effets, en particulier de façon à éviter les projections de matériaux ou objets divers à l'extérieur de l'établissement.</p>
<p>Constats : Le Document de protection contre les risques d'explosion (DRPCE) du 02/10/2017 concluant à l'absence de zone ATEX sur le site a été présenté à l'inspection.</p> <p>Concernant les zones à risques incendie, l'inspection a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence de moyen de détection incendie avec déclenchement d'alarme sonore et lumineuse - la présence d'extincteurs dans les alvéoles, - la présence de poteaux incendie et robinets d'incendie armés (RIA) - que chaque alvéole est équipée de sprinkler et qu'un rideau d'eau est installé autour des alvéoles
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : 4 - Moyens de détection et de lutte contre l'incendie – Réserve de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/1998, article 3.5.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le débit et la pression d'eau du réseau fixe d'incendie sont normalement assurés par des moyens de pompage suffisants. En toutes circonstances le débit de 120 m ³ /h doit pouvoir être assuré. Une attestation justifiant que ce débit est respecté devra être fournie à la Direction Départementale d'incendie et de Secours.
Constats : Le rapport de contrôle de débit du 10/06/2016 du poteau incendie (externe au site) a été présenté à l'inspection.
Observations : Il est attendu que l'exploitant s'assure que le débit de 120 m ³ /h est toujours respecté. Pour ce faire, il transmettra à l'inspection une copie de la dernière vérification du poteau incendie concerné sous 15 jours à compter de la réception du présent rapport.
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : 4 - Moyens de détection et de lutte contre l'incendie – POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/1998, article 3.5.8.5
Thème(s) : Autre, POI du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un plan d'opération interne (POI) est établi suivant la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d' u n poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d' accident en vue de protéger le personnel. les populations et l'environnement.
Ce plan est transmis à l a Direction Département d'ncendie et de Secours et à l'Inspection des Installations Classées. Il est remis à jour chaque année ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.
Constats : Le POI 2021 a été présenté à l'inspection. Ce document est mis à jour annuellement. Le compte-rendu du dernier exercice incendie de 2021 a été transmis à l'inspection. Cet exercice fait état d'un plan d'actions objet d'un suivi (N° PLAN AMELIE : 2219944 de l'exploitant) suite aux observations relevées lors de l'exercice et aux axes d'amélioration nécessaires. Les justificatifs de la réalisation des actions définies dans ce plan doit être fournie à l'Inspection sous 15 jours à compter de la date de réception du présent rapport.
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : POI commun

Référence réglementaire : Action nationale 100 m SEVESO
Thème(s) : Autre, POI du SEVESO
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ICPE fait-elle partie du POI commun du Seveso ?
Constats : Il n'y a pas de POI en commun avec le site SEVESO.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Cas particuliers - POI commun avec le Seveso

Référence réglementaire : Action nationale 100 m SEVESO
Thème(s) : Autre, Régime ICPE identifié - Pendant l'inspection / Visite terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Date du dernier exercice POI commun :
Constats : Il n'y a pas de POI en commun avec le site SEVESO.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Cas particuliers -Site soumis à Autorisation

Référence réglementaire : Action nationale 100 m SEVESO
Thème(s) : Autre, Régime ICPE identifié - Pendant l'inspection / Visite terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Vérifier la réalité sur le terrain de l'emprise des installations identifiées et susceptibles d'effets dominos chez les Seveso Vérifier qu'il n'y a pas sur le terrain de stockage qui aurait dû faire l'objet d'un Porter à Connaissance
Constats : L'inspection a constaté, le jour de l'inspection, qu'aucun produit ou déchet non déclaré à l'administration n'est stocké sur le site. L'inspection a également constaté, lors de l'inspection, que la quantité de produits stockés ne dépasse pas les seuils autorisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : 4 - Moyens de détection et de lutte contre l'incendie – Réserve de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 2
Thème(s) : Autre, Dispositions de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un réseau fixe d'extinction automatique à eau est installé sur l'ensemble des zones couvertes de stockage de gaz.
Constats : L'inspection a constaté que le réseau interne d'extinction automatique à eau fait l'objet de vérifications semestrielles, annuelles et triennales. Le dernier rapport de vérification semestrielle du 28/06/2022 (intervention du 06/05/2022) relève des non-conformités et des observations. L'exploitant s'est engagé à mettre en place les actions correctives. Il doit transmettre à l'inspection les éléments justifiant les actions correctives mises en oeuvre et l'attestation de la levée de toutes les non conformités et observations dans un délai de 15 jours à compter de la réception du présent rapport.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet